

Nature de l'acte : 8.3

N° 2026 04 473

Mis en ligne le 16.04.2026

ARRÊTÉ PORTANT ABROGATION ET REMPLACEMENT DE L'ARRÊTÉ 2026 04 398 DU 02 AVRIL 2026 RELATIF À LA ROUTE BARRÉE PLACE DU CHAMP COMMUN DANS SA PARTIE COMPRISE ENTRE LES N° 20 À 30 POUR LE STATIONNEMENT D'UN CAMION GRUE AU DROIT DU N° 22 À L'OCCASION D'UNE LIVRAISON DE MATÉRIAUX.
LE 13 AVRIL 2026 DE 8H30 À 11H30

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la délibération n° 12 du 16 décembre 2025 concernant les tarifs des services publics pour l'année 2026,

Vu la demande de la SASU N'DRE PLOMBERIE LOURDES sise 8 rue Saint-Louis - 65100 LOURDES, relative au stationnement d'un camion grue Place du Champ Commun au droit du n° 22 à l'occasion d'une livraison de matériaux, le 13 avril 2026 de 8h30 à 11h30

Vu le courriel du 09 avril 2026 de la SASU N'DRE PLOMBERIE LOURDES, relative à la demande de modifier la date de la livraison de matériaux au 20 avril 2026 de 8h30 à 11h30.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers

ARRÊTE

Article 1 - Abrogation

L'arrêté 2026 04 398 du 02 avril 2026 relatif au stationnement d'un camion grue Place du Champ Commun au droit du n° 22 à l'occasion d'une livraison de matériaux, le 13 avril 2026 de 8h30 à 11h30, est abrogé et remplacé comme suit :

Article 2 - Autorisation

Le 20 avril 2026 de 8h30 à 11h30, la SASU N'DRE PLOMBERIE LOURDES est autorisée à occuper le domaine public, Place du Champ Commun au droit du n° 22 à l'occasion d'une livraison de matériaux.

Le bénéficiaire devra dévier la circulation des piétons sur le trottoir opposé.

Article 3 - Stationnement

Durant la période visée à l'article 2, le stationnement est interdit Place du Champ Commun au droit et en face des bâtiments portant les n° 20 à 30, excepté pour le camion grue affecté à la livraison.

Article 4 - Circulation

Durant la période visée à l'article 2, la route est barrée Place du Champ Commun dans sa partie comprise entre les n° 20 à 30.

Les véhicules circulant Place du Champ Commun nord et voulant se diriger Place du Champ Commun Sud seront déviés par la voie de circulation Place du Champ Commun nord le long des Halles, la rue Lafitte puis la Place du Champ Commun sud.

Article 5 - Redevance

Le bénéficiaire s'acquittera des droits de voirie relatifs à l'occupation temporaire pour travaux et chantiers d'un montant de 0,50€ par mètre carré et par jour.

Article 6 - Affichage de l'arrêté

Cet arrêté est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

Article 7 - Signalisation, balisage

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions stipulées dans le présent arrêté seront mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils devront être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

La signalisation interdisant le stationnement sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet du présent arrêté.

Prévoir une pré-signalisation route barrée.

Le camion doit être balisé de façon suffisante afin de le protéger et inviter les piétons à le contourner en toute sécurité.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra dévier leur circulation vers un passage piétons menant au trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation d'une largeur minimale d'1,20 mètres, maintenant tous les accès aux riverains et commerces.

Article 8 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Le bénéficiaire de l'arrêté devra conserver l'accès des riverains.

Article 9 - Enlèvement des véhicules

Afin de permettre le bon déroulement de la livraison, tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté est considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10 II 10° du code de la route (stationnement gênant sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de police municipale et mis en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 V de ce même code).

Article 10 - Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions de cet arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

Article 11 - Recours

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé ou à compter de sa date de publication électronique.

Article 12 - Application de l'arrêté

Madame la Directrice Générale des Services, et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fait à Lourdes, le 10 avril 2026

Pour Le Maire,
l'adjoint délégué,

Jean-Michel LABADY

Notifié le
 Par courrier recommandé envoyé le
 Par remise en main propre
 Par mail envoyé le 15.04.26
Je soussigné(e).....
Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le
Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU
dans un délai de deux mois.

